

## FRANCE

### 1. Entité Syngenta

- Syngenta France SA : Adresse : 1228 CHEMIN DE L'HOBIT - 31790 SAINT-SAUVEUR – France - Contact : 05 62 79 98 00
- Syngenta Production France SAS : Adresse : 55 RUE DU FONDS DU VAL - 27600 SAINT-PIERRE-LA-GARENNE – France - Contact : 02 32 21 49 50

### 2. Canal Local de Réception des Signalements (autre Syngenta Help Line)

[France.Whistleblowing@syngenta.com](mailto:France.Whistleblowing@syngenta.com)

### 3. Infractions Dénonçables spécifiques qui peuvent être signalées, en plus de la liste de la Directive sur les Lanceurs d'Alerte

Aucune. (Identique à la Directive Lanceurs d'Alerte : liste des actes juridiques de l'UE et des transpositions nationales).

### 4. Les entités légales et les autorités compétentes doivent accepter et suivre les signalements anonymes

Oui, les signalements anonymes sont possibles selon la loi Française.

### 5. Differences in mandatory content of reports to submit / Les différences dans le contenu obligatoire à fournir dans le cadre du signalement

La procédure de signalement peut prévoir que, sauf dans le cas où le signalement est anonyme, l'auteur du signalement doit transmettre, en même temps que le signalement, toute information prouvant qu'il est habilité à émettre un signalement en vertu du droit français, il doit être l'une des personnes suivantes : Salariés, anciens salariés, candidats, actionnaires, associés et détenteurs de droits de vote à l'assemblée générale de l'entité, membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance, collaborateurs externes, co-contractants, sous-traitants de l'entité.

### 6. Différences dans le traitement des signalements

Si la procédure prévoit la possibilité d'un signalement oral, l'auteur du signalement peut, à sa demande, choisir de faire le signalement au cours d'une vidéoconférence ou d'une réunion physique organisée au plus tard 20 jours ouvrés après la réception de la demande.

L'accusé de réception du signalement doit se faire par écrit dans les 7 jours ouvrés suivant la réception du signalement.

Le retour d'informations doit se faire dans un délai raisonnable ne dépassant pas 3 mois à compter de la date l'accusé de réception du signalement ou, à défaut d'accusé de réception, 3 mois à compter de l'expiration de la période de 7 jours ouvrés suivant le signalement.

## 7. Informations supplémentaires à recueillir dans le cadre des signalements

L'entité doit vérifier, sauf dans le cas où le signalement est anonyme, que (a) les faits signalés et (b) l'auteur du signalement remplissent les conditions fixées par la loi pour être qualifiés de lanceurs d'alerte.

(a) En ce qui concerne l'auteur du signalement, il est nécessaire de vérifier qu'il est habilité à faire un signalement en vertu de la loi française, pour cela, il doit être l'une des personnes suivantes : Salariés, anciens salariés, candidats, actionnaires, associés et détenteurs de droits de vote à l'assemblée générale de l'entité, membres de l'organe d'administration, de direction ou de surveillance, collaborateurs externes, co-contractants, sous-traitants de l'entité.

(b) Concernant les faits, l'auteur du signalement doit « *signaler ou divulguer, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, des informations portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France, d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement, du droit de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.* »

## 8. Nom et coordonnées des autorités désignées

(Lorsqu'elles sont disponibles, les coordonnées pour signaler les infractions relatives aux lanceurs d'alerte sont indiquées. Les liens sont valables au 27 février 2024).

[Agence française anticorruption](#) (AFA) (French Anticorruption Agency)

[Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes](#) (DGCCRF) (Directorate General for Consumer Affairs, Competition and Fraud Prevention)

[Autorité des marchés financiers](#) (AMF) (Financial Markets Authority)

[Autorité de contrôle prudentiel et de résolution](#) (ACPR) (French supervisory authority)

[Service central des armes et explosifs](#) (SCAE) (Central Weapons and Explosives Service)

[Direction générale de l'aviation civile](#) (DGAC) (French Civil Aviation Authority)

[Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre](#) (BEA-TT) (Land Transport Accidents Investigations Board)

[Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture](#) (DGAMPA) (Directorate-General for Maritime Affairs, Fisheries and Aquaculture)

[Inspection générale de l'environnement et du développement durable](#) (IGEDD) (General Inspectorate for the Environment and Sustainable Development)

[Autorité de sûreté nucléaire](#) (ASN) (French Nuclear Safety Authority)

[Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux](#) (CGAAER) (High Council for Food, Agriculture and Rural Areas)

[Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail](#) (ANSES) (French Agency for Food, Environmental and Occupational Health & Safety)

[Agence nationale de santé publique](#) (Santé publique France, SpF) (National Public Health Agency)

[Haute Autorité de santé](#) (HAS) (National Authority for Health)

[Agence de la biomédecine](#) (French Agency of Biomedicine)

[Etablissement français du sang](#) (EFS)(French national blood service)

[Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires](#) (CIVEN) (Compensation committee for victims of nuclear testing)

[Inspection générale des affaires sociales](#) (IGAS) (General inspectorate for social affairs)

[Institut national de la santé et de la recherche médicale \(INSERM\)](#) (National Institute of Health and Medical Research)

[Conseil national de l'ordre des médecins, pour l'exercice de la profession de médecin](#) (French National Medical Council)

Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, pour l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute (National Council of the Order of Physiotherapists, for the practice of physiotherapy)

Conseil national de l'ordre des sages-femmes, [pour l'exercice de la profession de sage-femme](#) (National Council of the Order of Midwives, for the practice of midwifery)

[Conseil national de l'ordre des pharmaciens, pour l'exercice de la profession de pharmacien](#) (National Council of the Chamber of Pharmacists)

Conseil national de l'ordre des infirmiers, pour l'exercice de la profession d'infirmier (National Council of the Order of Nurses, for the practice of the nursing profession)

Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, pour l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste (National Council of the Order of Dental Surgeons for the practice of the dental surgeon profession)

Conseil national de l'ordre des pédicures-podologues, pour l'exercice de la profession de pédicure-podologue (National Council of Podiatrists , for the practice of the podiatrists profession.

Conseil national de l'ordre des vétérinaires, pour l'exercice de la profession de vétérinaire (National Council of the Order of Veterinarians, for the practice of the veterinary profession)

[Commission nationale de l'informatique et des libertés \(CNIL\)](#) (French Data Protection Authority)

[Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information \(ANSSI\)](#) (French Cybersecurity Agency)

[Direction générale des finances publiques](#) (DGFIP) (Public Finances Directorate General)

[Direction générale des douanes et droits indirects](#) (DGDDI) (French Customs and indirect taxation authorities)

[Autorité de la concurrence](#) (French Competition Authority)

[Contrôle général des armées \(CGA\)](#) (General Control of the Armed Forces)

Collège des inspecteurs généraux des armées (College of Inspector General of the Armed Forces)

[Autorité de la statistique publique](#) (ASP) (Public Statistics Authority)

[Médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur](#) (Mediator of national Education and higher education)

[Direction générale du travail](#) (DGT) (General Labour Directorate)

[Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle \(DGEFP\)](#) (General Delegation for Employment and Professional Training)

Conseil national de l'ordre des architectes, pour l'exercice de la profession d'architecte (National Council of the Order of Architects, for the practice of architecture)

[Conseil des maisons de vente, pour les enchères publiques](#) (Council of auction houses, for public auctions)

[Défenseur des droits](#) (The Defender of Rights)

## FRANCE

### 1. Syngenta Legal Entity

- Syngenta France SA : Adresse : 1228 CHEMIN DE L'HOBIT - 31790 SAINT-SAUVEUR – France - Contact : 05 62 79 98 00
- Syngenta Production France SAS : Adresse : 55 RUE DU FONDS DU VAL - 27600 SAINT-PIERRE-LA-GARENNE – France - Contact : 02 32 21 49 50

### 2. Local Whistleblowing Reporting channel (besides Syngenta Compliance Helpline)

[France.Whistleblowing@syngenta.com](mailto:France.Whistleblowing@syngenta.com)

### 3. National specific WB Offences that may be reported, besides list of WB Directive

None. (Same as WB Directive: listed EU legal acts and national implementing measures).

### 4. Is anonymous reporting possible?

Yes, anonymous reporting is accepted under French law.

### 5. Differences in mandatory content of reports to submit

The report procedure may stipulate that, except in the case where the report is anonymous, the reporter must transmit, at the same time as the report, any information proving that he is entitled to issue a report under French Law, he must be one of the following: Employees, former employees, candidates, shareholders, partners and holders of voting rights at the entity's general meeting, members of the administrative, management or supervisory body, external collaborators, the entity's co-contractors, sub-contractors.

### 6. Differences in processing reports

If the procedure provides for the possibility of an oral report, the reporter may, at his request, choose to make the report during a videoconference or a physical meeting organised no later than 20 working days after receipt of the request.

Acknowledgement of report is to be given in writing within 7 working days of receipt of the report.

Feedback is to be given within a reasonable period of time not exceeding 3 months from the date of receipt of the report and without receipt of the report 3 months from the expiry of the 7 working day period following the report.

### 7. Extra information to be recorded in relation to reports

The entity shall verify, except in the case where the report is anonymous, that (a) the facts reported and (b) the reporter comply with the conditions laid down by the Law in order to qualify as a whistleblower.

(a) Regarding the reporter, this means that it must be verified that he is entitled to issue a report under French Law, he must be one of the following: Employees, former employees, candidates, shareholders, partners and holders of voting rights at the entity's general meeting, members of the administrative, management or supervisory body, external collaborators, the entity's co-contractors, sub-contractors.

(b) Regarding the facts, the person must “*report or disclose, without direct financial consideration and in good faith, information relating to a crime, an offence, a threat or harm to the general interest, a violation or an attempt to conceal a violation of an international commitment duly ratified or approved by France, of a unilateral act of an international organisation taken on the basis of such a commitment, of European Union law, or of a law or regulation*”.

## 8. Name and contact details of designated authorities

See contact details for reporting WB Offences , the links valid at 27 February 2024 :

[Agence française anticorruption](#) (AFA) (French Anticorruption Agency)

[Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes](#) (DGCCRF) (Directorate General for Consumer Affairs, Competition and Fraud Prevention)

[Autorité des marchés financiers](#) (AMF) (Financial Markets Authority)

[Autorité de contrôle prudentiel et de résolution](#) (ACPR) (French supervisory authority)

[Service central des armes et explosifs](#) (SCAE) (Central Weapons and Explosives Service)

[Direction générale de l'aviation civile](#) (DGAC) (French Civil Aviation Authority)

[Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre](#) (BEA-TT) (Land Transport Accidents Investigations Board)

[Direction générale des affaires maritimes, de la pêche et de l'aquaculture](#) (DGAMPA) (Directorate-General for Maritime Affairs, Fisheries and Aquaculture)

[Inspection générale de l'environnement et du développement durable](#) (IGEDD) (General Inspectorate for the Environment and Sustainable Development)

[Autorité de sûreté nucléaire](#) (ASN) (French Nuclear Safety Authority)

[Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux](#) (CGAAER) (High Council for Food, Agriculture and Rural Areas)

[Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail](#) (ANSES) (French Agency for Food, Environmental and Occupational Health & Safety)

[Agence nationale de santé publique](#) (Santé publique France, SpF) (National Public Health Agency)

[Haute Autorité de santé](#) (HAS) (National Authority for Health)

[Agence de la biomédecine](#) (French Agency of Biomedicine)

[Etablissement français du sang](#) (EFS)(French national blood service)

[Comité d'indemnisation des victimes des essais nucléaires \(CIVEN\)](#) (Compensation committee for victims of nuclear testing)

[Inspection générale des affaires sociales \(IGAS\)](#) (General inspectorate for social affairs)

[Institut national de la santé et de la recherche médicale \(INSERM\)](#) (National Institute of Health and Medical Research)

[Conseil national de l'ordre des médecins, pour l'exercice de la profession de médecin](#) (French National Medical Council)

Conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes, pour l'exercice de la profession de masseur-kinésithérapeute (National Council of the Order of Physiotherapists, for the practice of physiotherapy)

Conseil national de l'ordre des sages-femmes, [pour l'exercice de la profession de sage-femme](#) (National Council of the Order of Midwives, for the practice of midwifery)

[Conseil national de l'ordre des pharmaciens, pour l'exercice de la profession de pharmacien](#) (National Council of the Chamber of Pharmacists)

Conseil national de l'ordre des infirmiers, pour l'exercice de la profession d'infirmier (National Council of the Order of Nurses, for the practice of the nursing profession)

Conseil national de l'ordre des chirurgiens-dentistes, pour l'exercice de la profession de chirurgien-dentiste (National Council of the Order of Dental Surgeons for the practice of the dental surgeon profession)

Conseil national de l'ordre des pédicures-podologues, pour l'exercice de la profession de pédicure-podologue (National Council of Podiatrists , for the practice of the podiatrists profession.

Conseil national de l'ordre des vétérinaires, pour l'exercice de la profession de vétérinaire (National Council of the Order of Veterinarians, for the practice of the veterinary profession)

[Commission nationale de l'informatique et des libertés \(CNIL\)](#) (French Data Protection Authority)

[Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information \(ANSSI\)](#) (French Cybersecurity Agency)

[Direction générale des finances publiques \(DGFIP\)](#) (Public Finances Directorate General)

[Direction générale des douanes et droits indirects \(DGDDI\)](#) (French Customs and indirect taxation authorities)

[Autorité de la concurrence](#) (French Competition Authority)

[Contrôle général des armées \(CGA\)](#) (General Control of the Armed Forces)

Collège des inspecteurs généraux des armées (College of Inspector General of the Armed Forces)

[Autorité de la statistique publique \(ASP\)](#) (Public Statistics Authority)

[Médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur](#) (Mediator of national Education and higher education)

[Direction générale du travail](#) (DGT) (General Labour Directorate)

[Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle \(DGEFP\)](#) (General Delegation for Employment and Professional Training)

Conseil national de l'ordre des architectes, pour l'exercice de la profession d'architecte (National Council of the Order of Architects, for the practice of architecture)

[Conseil des maisons de vente, pour les enchères publiques](#) (Council of auction houses, for public auctions)

[Défenseur des droits](#) (The Defender of Rights)